



POUR UNE CRITIQUE POLITIQUE DU TERRORISME

Bernard Ravenel

L'Harmattan | *Confluences Méditerranée*

2002/4 - N°43
pages 93 à 105

ISSN 1148-2664

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2002-4-page-93.htm>

Pour citer cet article :

Ravenel Bernard, « Pour une critique politique du terrorisme »,
Confluences Méditerranée, 2002/4 N°43, p. 93-105. DOI : 10.3917/come.043.0093

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Pour une critique politique du terrorisme

Bernard Ravenel

La condamnation du terrorisme ne naît pas seulement de considérations politiques contingentes ou changeantes. Le point de départ est la conviction que la fin ne justifie pas les moyens, qu'il y a des moyens inacceptables en toute circonstance. Telle est la limite qu'il faut imposer à la barbarie de ceux qui croient que des objectifs politiques acceptables peuvent nous faire accepter des gestes inacceptables. Le terrorisme islamique est inacceptable quand il frappe des innocents sans distinction parce qu'il pratique l'homicide comme une politique. Il est brutal, inhumain, sans circonstance atténuante. La terreur exercée par l'armée israélienne n'est pas qualitativement différente mais avec une énorme disproportion de forces : une bien étrange démocratie qui se permet une politique d'exécutions sommaires tandis que trois millions de Palestiniens sont réduits à l'état de prisonniers par un terrorisme d'Etat arbitraire qui les soumet à une répression monstrueuse. Chaque soldat est libre d'humilier, frapper ou tuer quiconque. Personne ne le condamne dans l'Etat de droit le plus démocratique du Moyen-Orient. Qu'ils soient des civils palestiniens ou israéliens, les morts ont la même sacralité.

La guerre des mots

Mais si la critique du terrorisme n'est pas conjoncturelle, elle doit, pour être comprise, prendre en compte le discours dominant du moment politique où l'on en parle.

On le sait, il y a plusieurs façons de parler des choses ou des événements. Tout dépend des mots utilisés. Et en ces temps de règne de la

communication, le conflit israélo-palestinien se transfère sur le plan médiatique, prenant la forme d'une confrontation sémantique, peu spectaculaire mais néanmoins violente et sophistiquée.

Tant il est vrai que ce conflit, plus qu'un autre du fait de ses enjeux politico-culturels, acquiert du sens non pas principalement à partir d'une description «brute» des événements mais surtout par les mots avec lesquels ils sont présentés. Or les mots ne sont pas neutres. En l'occurrence ils le sont moins que jamais, jugeons-en.

On parle de «guerre» quand on se réfère aux Israéliens et de «terrorisme» quand il s'agit des Palestiniens. Guerre et terrorisme, deux mots lourds de significations¹. Employés ainsi ils fixent une opposition binaire qui délivre un message clair : les Israéliens font la guerre et les Palestiniens sont des terroristes.

Donc avant de se prononcer sur le terrorisme il y a nécessité de «déconstruire» cette représentation du conflit pour ne pas être complice d'une version «politiquement correcte» des faits. Or cette version d'un côté légitime la politique du gouvernement d'Israël et de l'autre criminalise tout le peuple palestinien.

En effet à la différence du terrorisme, considéré comme crime contre l'humanité, la guerre est considérée comme la seule forme de violence légitime. Sa légitimité provient du fait que c'est une affaire entre Etats là où la guerre est présentée comme l'exercice organisé de la violence menée comme ultime recours par un Etat contre un autre, et bien entendu pour des raisons «d'auto-défense»...

On doit donc se demander s'il est licite de parler de «guerre» dans le cas du conflit israélo-palestinien à partir du moment où le gouvernement israélien actuel ne reconnaît pas, ni n'entend reconnaître – voir le récent vote du Likoud – un Etat palestinien, sauf à considérer que la «guerre» faite par ce gouvernement soit une forme «dérisoire» de reconnaissance d'un Etat palestinien... Il existe bien des mots plus adéquats pour qualifier l'action du gouvernement Sharon. En ce sens il faut appeler les choses par leur nom ou même par leurs noms : invasion, agression, massacre, tuerie, opération – illégale – de police, crime de guerre... En tout état de cause, quel que soit le mot choisi, il s'agit d'une violence d'Etat qui, à la différence de la «guerre», n'est pas légitime (si l'on veut bien parler de guerre légitime après sa condamnation par la charte de l'ONU en 1945).

D'autre part le terrorisme désespéré des jeunes Palestiniens qui utilisent leur propre corps comme bombe n'est pas légitime non plus. Mais ceci ne justifie pas pour autant une expression comme

«terrorisme palestinien» qui est inacceptable car elle étend de manière indue à toute la population la responsabilité morale d'actions accomplies par des individus ou par des petits groupes plus ou moins clandestins.

Mais, surtout, cette expression suggère l'idée d'une continuité politique et idéologique entre ces derniers et l'Intifada qui, à la différence de ce qui se passe en ce moment, a d'abord été un fait de masse de la société civile, soutenu par un consensus très large, avec des formes de mobilisation très diversifiées avant de se militariser à l'excès et de prendre la forme d'attentats. Sur le plan de la mémoire collective et de l'identité de l'Intifada, il est essentiel de faire cette distinction chronologique et politique (surtout si on se réfère aussi à la première Intifada de 1987), sinon on rejoint ceux qui veulent l'équation : Palestiniens égale terroristes. Après le 11 septembre, l'utilisation de cette équation est particulièrement lourde de significations et de conséquences.

Et puis s'ajoute même une troisième raison qui pousse à ne pas condamner d'emblée les actes terroristes commis par des Palestiniens: c'est lorsqu'on nous enjoint de condamner «le terrorisme palestinien» et de partir de là pour, ensuite, analyser la politique de Sharon et en réalité pour justifier l'inévitabilité de la politique de représailles menée par l'armée. Alors il n'y a plus de contexte, plus d'occupation, plus de répression². C'est faire de la démagogie avec la mort, faire un pas supplémentaire dans la déshumanisation de l'ennemi, un ennemi qui continue à être invisible, presque «inexistant».

D'abord définir

On le voit, le terrorisme est un phénomène complexe qui demande avant de porter un jugement une analyse plus sérieuse que les réponses émotives et viscérales. Pour la question palestinienne et ceux qui se battent pour sa solution politique, cette approche est absolument indispensable. Le rapport entre le mouvement national palestinien et la question du terrorisme a été et reste une des questions les plus délicates et les plus épineuses qu'il a eu à gérer pendant plusieurs décennies. Et ce n'est pas fini. Il faut donc aborder ce fait comme un phénomène politique de notre temps, qui nous concerne comme citoyens du monde luttant pour un monde plus juste.

Une première exigence de méthode est de définir précisément l'objet du litige. C'est d'autant plus indispensable qu'aujourd'hui dans le système idéologique dominant le terme de terrorisme s'applique à

une certaine catégorie d'actes qui se réfèrent au terrorisme du faible et non au terrorisme du fort qu'est le terrorisme d'Etat. Le terme qui permet de qualifier les actions terroristes permet d'absoudre celles du Nord et de condamner celles du Sud. On le constate tous les jours dans le cas du conflit israélo-palestinien pour lequel, comme l'a dit Noam Chomsky, il y a un usage «orwellien» du terme terrorisme. Or, les conséquences politiques d'une définition «unilatérale» du terme sont d'une importance déterminante. On le mesure aujourd'hui, après le 11 septembre, avec la façon dont les Etats-Unis et Israël utilisent la définition hautement partielle et partielle qu'ils proposent et veulent imposer au monde pour mieux faire admettre leur nouveau modèle de guerre globale-locale. En clair cela signifie réduire la question palestinienne à une question terroriste et ainsi l'annuler comme problème politique et institutionnel et par voie de conséquence la réduire à une pure question militaire dont la fin – vu la disproportion des forces – est déjà écrite. On doit donc repartir d'une définition à la fois simple et claire, telle, par exemple, celle rappelée récemment par Edgar Morin dans *Transversales*³.

On peut définir le terrorisme comme une forme de crime visant indistinctement des civils innocents. Elle peut se réaliser de façon primitive via des attentats-suicides ou autres, ou de façon moderne, sophistiquée et plus ingénieuse : une armée organisée, avec missiles, hélicoptères, chars et avions. Dans le premier cas, elle est appelée terrorisme ; dans le second cas, on l'appelle «lutte contre le terrorisme». En clair si on est contre le terrorisme, à plus forte raison on est contre le terrorisme d'Etat. Une chose est l'action, inacceptable, accomplie par un petit groupe de personnes, autre chose est celle décidée par un gouvernement qui représente une nation.

Le devoir de critique

La critique du terrorisme est une tradition du mouvement socialiste, mais elle a toujours été critique politique qui part d'un raisonnement sur les causes, les effets, les conséquences.

Mais devons-nous, pour la Palestine, éviter un jugement critique en mettant en avant – et en nous abritant derrière – un critère nationaliste où l'unité du peuple annule et tait les divisions, les débats de la société civile sur les pratiques politiques et les formes de lutte ?

En fait nous ne pouvons nous exempter du devoir politique et moral que nous avons de juger l'autre – le mouvement palestinien et ses

composantes politico-culturelles – si nous voulons le respecter et ne pas le considérer de manière paternaliste comme un mineur sous tutelle... Face à ce problème qui, il faut bien le dire, empoisonne parfois notre soutien à la cause palestinienne, si nous ne voulons pas couvrir nos erreurs et celles des Palestiniens sous le parapluie commode du relativisme culturel, il nous faut dire, fraternellement mais sans ambages, notre point de vue – quitte à être soumis à notre tour à une critique argumentée...

En réalité l'histoire a déjà tranché, non seulement pour nous Français avec les leçons qu'on a pu tirer du «cas algérien»⁴ mais aussi avec la réflexion déjà faite par les Palestiniens eux-mêmes sur leur propre combat. Déjà de nombreux Palestiniens –et non des moindres⁵– se sont clairement exprimés sur le terrorisme. Ils savent et reconnaissent qu'il est immoral ; ils savent qu'il a provoqué non seulement des dégâts énormes dans la société israélienne mais aussi qu'il a lourdement endommagé l'image politique de la lutte palestinienne. Ils savent aussi qu'il les menace eux-mêmes dans leur avenir comme société libre, démocratique et indépendante.

Le devoir d'histoire

Pour fonder et illustrer cette critique, il apparaît indispensable de revenir en arrière et de comprendre pourquoi et comment le mouvement national palestinien a été concerné par le terrorisme. En raison des conditions historiques du développement de la résistance palestinienne (en particulier de la place et du rôle de la diaspora), pour les Palestiniens, modération et radicalisme, utilisation de la diplomatie et de la lutte armée ne sont jamais des termes alternatifs. Et à certains moments le terrorisme est devenu une composante incontournable du mouvement.

Au début des années 1960, le Fatah était le principal – mais non le seul – mouvement nationaliste armé organisé dans la diaspora. Mais en raison des caractères propres à la lutte armée et des flottements théoriques qui ont marqué sa conception y compris sur la question du terrorisme, il faut distinguer entre d'un côté «*lutte armée comme réalité susceptible d'avoir une efficacité militaire dans le rapport de forces en présence et, de l'autre, lutte armée comme instrument de mobilisation politique des réfugiés*»⁶. Le mérite historique du Fatah de Yasser Arafat est d'avoir su interpréter le désarroi des réfugiés, ces «damnés de la nation arabe» ou cette «nouvelle classe», pour en faire des combattants

qui ne luttent pas seulement parce qu'ils n'ont rien à perdre mais aussi pour retrouver une identité.

C'est à partir de cette matrice qu'immédiatement après la guerre des Six jours s'organise et se structure la lutte armée en particulier dans les territoires nouvellement occupés. Avec la constitution de bases de guérilla en Jordanie, les fedayins sont entraînés pour des actions de sabotage à «l'intérieur» et puis, dès le 21 mars 1968, des commandos du Fatah décident d'affronter à Karameh des troupes d'élite israéliennes y compris à l'arme blanche. La lutte armée semble déjà passer à une nouvelle phase : après l'étape de la guérilla, c'est l'affrontement limité direct avant d'envisager l'occupation d'une zone libérée.

L'impact politique et psychologique de Karameh fut très fort et entraîna l'irruption des commandos au cœur du système politique –et théorique– du mouvement palestinien. Une nouvelle charte remplaça celle de 1964 et définit la lutte armée comme «*la seule voie pour la libération de la Palestine*».

En même temps, le sanctuaire palestinien était installé dans un autre territoire arabe, la Jordanie du royaume hachémite. Bientôt le roi Hussein n'accepte plus la présence armée palestinienne qui, de fait, pose la question de l'avenir du trône hachémite. En septembre 1970, il liquide la réalité militaire palestinienne en Jordanie faisant des milliers de morts. C'est «Septembre noir».

Parallèlement, dans les territoires occupés, il apparaît vite que la lutte armée est un échec sauf dans la bande de Gaza du fait d'une proportion beaucoup plus grande de réfugiés.

Mais, observe Nadine Picaudou, «*le problème ne tenait pas tant au nombre des opérations qu'au type d'actions effectuées. Plus que de lutte armée il faudrait parler de terrorisme destiné à provoquer l'ennemi et à réaffirmer sans cesse le refus de l'occupation*»⁷.

Pour mieux comprendre cet échec, il faut aussi prendre en compte la nature de la société cisjordanienne et de son expression politique. En dehors des réfugiés, la majorité de la population n'était pas favorable à cette sorte de lutte armée. En outre l'objectif de libération totale de la Palestine était considéré comme irréaliste. Mais surtout la place privilégiée, quasi exclusive, accordée à la lutte armée par le mouvement de résistance basé à l'extérieur excluait de fait les formes de lutte politique à partir des structures sociopolitiques locales.

C'est dans ce contexte de défaite politico-militaire privant le mouvement palestinien de toute perspective que se développe une série d'attentats ou de détournements d'avions pour culminer en 1972 avec le

carnage de l'aéroport de Lod exécuté par trois kamikazes japonais recrutés à Tokyo dans les rangs de «l'armée rouge» japonaise. A ce moment, le leadership du Fatah décide de gérer la crise. Comment ? En projetant une action véritablement spectaculaire qui cependant serait la dernière. Il s'agit de l'opération «Munich» orchestrée par Abou Iyad, un grand dirigeant politico-militaire avec le consentement probable de Yasser Arafat. On sait la suite : le 5 septembre 1972, c'est la séquestration par le commando «Septembre noir» de neuf athlètes israéliens sélectionnés pour les Jeux olympiques de Munich. Après 48 heures de tension extrême, les neuf otages et cinq membres du commando mouraient à l'issue d'une terrible fusillade à l'aéroport militaire proche de Munich. L'impact dans le monde fut énorme. Et Munich fit couler à pic les actions – et même la cause – des Palestiniens.

Du côté israélien fut organisée la «grande vendetta» avec le Mossad qui organisa l'assassinat systématique des cadres de l'OLP, une véritable décimation.

En dernière analyse, la dramatique issue politique et militaire de Munich renvoie à un bilan d'ensemble que vient de tirer Saleh Abdel Jawad dans une récente interview au *Monde*⁸ : *«L'expérience palestinienne montre que la lutte armée n'a jamais été prise en considération comme une option déterminante, malgré sa capacité d'unifier les Palestiniens après leur diaspora et d'édifier une identité nationale. Elle n'a jamais fait l'objet ni d'une pensée stratégique ni d'un scénario militaire théorique».*

Le retour de la politique

La guerre du Kippour a paradoxalement sauvé l'OLP d'une menace d'extinction en fournissant à Yasser Arafat l'occasion de continuer la lutte avec des moyens politiques. En effet après la victoire, plus mythique que réelle, contre Israël les Etats arabes se réapproprient la question palestinienne. L'OLP choisit alors la «voie réaliste» en approuvant l'hypothèse d'un mini-Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Dans les territoires occupés, les luttes de masse (mobilisations très variées, grèves générales, etc.) aboutissent, contrairement aux attentes israéliennes, à un succès des candidats de la résistance – aux dépens de ceux du trône hachémite – aux élections municipales de 1976. Mais cette lutte politique (conduite par le Front national animé principalement par le PC palestinien) qui conforte l'OLP est intolérable pour les régimes arabes. En 1976 le régime syrien lance

ses chars et son artillerie lourde aux côtés de la droite libanaise contre les Palestiniens retranchés au Liban à Tel el-Zaatar : des milliers de morts.

En 1977, le 13^{ème} Conseil national palestinien approuve un document qui ne propose plus la lutte armée comme le seul moyen pour récupérer la Palestine occupée... Nayef Hawatmeh, dirigeant du Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP), déclare que les guerres (un certain type de guerres) ne se gagnent pas «seulement» avec les armes⁹. Yasser Arafat propose alors un plan de paix à Washington... qui n'est même pas pris en considération. Les Etats-Unis vont soutenir Israël dans sa volonté d'exclure les Palestiniens de tout processus de négociations. On arrive alors à Camp David et à la paix séparée avec l'Égypte. Le front Sud dégagé, Israël attaque le Liban en 1984 ; c'est la guerre de Sharon (opération Paix en Galilée), le départ de l'OLP de Beyrouth. Yasser Arafat essaie, malgré tout, de retisser les fils d'une négociation possible à travers la proposition d'une Conférence internationale de paix.

On connaît la suite, le refus israélo-américain. C'est la première Intifada en 1987, un soulèvement de masse auto-organisé qui, en aucune manière, par ses formes de lutte ne peut être assimilé à la moindre forme de terrorisme... Les résultats politiques furent importants : liens étroits et renforcés entre forces pacifistes israéliennes et forces démocratiques palestiniennes dans les territoires occupés (d'où le succès fin 1989 de l'immense chaîne humaine européo-palestino-israélienne autour de la vieille ville de Jérusalem) et proclamation en 1988 de l'Etat palestinien encore virtuel par le Conseil national palestinien d'Alger, qui en même temps reconnaît à Israël une existence pacifique et sûre dans le cadre des frontières du 4 juin 1967.

Certes durant la longue période de négociation qui s'ensuivit, il y eut de part et d'autre des réserves mentales et des résistances, de chaque côté, pour admettre vraiment le droit à l'existence dans ce territoire de l'autre en tant que peuple, nation, Etat. Certes Israël a toujours reporté les échéances, continué à implanter colonie sur colonie sur la terre palestinienne et à construire des routes. Mais tant que la négociation durait, on pouvait espérer. On connaît la suite, le désespoir palestinien, une autre Intifada, une répression beaucoup plus violente et bientôt les opérations-suicides.

La nouveauté des opérations-suicides : l'onde iranienne, la valeur positive du martyr

On doit s'interroger sur la nouveauté que représente la pratique des opérations-suicides dans la longue histoire de la résistance palestinienne. Certes, on peut considérer que cette forme d'action se situe dans la continuité de celles qui ont été menées par des organisations palestiniennes depuis les années 70. Mais la forme systématiquement suicidaire de cette méthode constitue une vraie discontinuité dans cette histoire tragique, un saut qualitatif qui modifie la résistance palestinienne et dont l'usage politique nuit à sa cause.

Plus profondément, c'est une rupture dans les codes symboliques de l'espèce humaine qui font que le mal que l'on fait aux autres ne dépasse pas la frontière de son propre instinct de survie. La clé du désespoir ne permet pas de comprendre ce saut.

Le désespoir peut pousser à un acte soudain et incontrôlé ; le courage peut aller jusqu'à parier sur le fil de la vie et de la mort, mais pour la certitude de mourir il faut autre chose. Il y faut conviction, détermination, discipline et très probablement foi ; il y faut la valeur positive du martyr et du sacrifice de soi, soutenue par un environnement d'approbation sociale.

Pour mieux comprendre cette généalogie, il faut se référer aux mots qui sont utilisés par ceux-là qui recourent à de tels actes ou par ceux qui s'y reconnaissent ou en sont les promoteurs : avant tout le terme de martyr. Pourquoi ne pas reprendre ce mot qui pourrait nous aider à remonter à l'ensemble des significations et des symboles qui donnent sens à cet acte au point d'incarner un modèle de sainteté ?

Ici la référence à la révolution iranienne et à son impact dans le monde islamique est obligatoire. Les auteurs des attentats-suicides sont des enfants lointains de la révolution iranienne qui a étendu son influence en Palestine en raison même de la situation dramatique qui y prévaut. Or la valeur positive du martyr et du sacrifice de soi a un poids décisif dans la victoire de Khomeini sur le Shah. L'horizon symbolique qui a fourni le modèle d'action pour la lutte politique pendant la révolution iranienne s'appuie sur une tradition encore très prégnante et présente dans la culture populaire iranienne. Cette tradition a maintes fois démontré une grande capacité de mobilisation en mettant en scène une histoire construite autour du martyr d'Hussein, troisième imam des chiïtes, tué de manière atroce par les troupes du calife Yazid en 680 à Karbala, dans l'Irak actuel. Une histoire qui se

prête particulièrement bien à servir de référent symbolique dans des situations de lutte politique marquée par l'opposition entre bon et mauvais, entre tyrans et victimes, comme cela s'est passé effectivement pendant la révolution iranienne où les acteurs du conflit politique ont été immédiatement assimilés aux personnages du drame de Karbala¹⁰.

Aujourd'hui encore les jeunes «terroristes» qui utilisent leur propre corps pour semer la mort autour d'eux sont prisonniers de cet imaginaire et de cette même sensibilité de martyr qui ont abouti au «vendredi noir» en septembre 1978 quand les jeunes Iraniens offrirent leur poitrine nue aux balles des militaires du Shah en se sacrifiant à l'imitation d'Hussein et en criant «*la mort du roi Hussein est plus belle qu'une vie de honte*».

Il n'est pas évident dans notre Occident post-moderne d'appréhender ce rapport mystique de l'islam avec la mort. Aborder cette zone de sacralité nécessite une approche religieuse et même anthropologique et nous contraint à sortir de l'ethnocentrisme de notre regard sur les Autres. En même temps, s'interroger sur une autre culture et sur un autre monde symbolique ne peut se faire qu'à partir, en particulier, de leur dimension religieuse.

De ce point de vue, comment ne pas rappeler ici combien le martyr a eu une grande importance dans les origines et l'affirmation de la chrétienté en Occident. Ce sont les martyrs qui ont construit l'église des premiers siècles et qui, aujourd'hui, avec leurs noms plus ou moins archaïques inscrits sur notre calendrier, scandent les jours de notre vie... Plus personne n'évoque ces martyrs comme si ce mot chargé de sens positif pouvait apparaître comme une légitimation du terrorisme... alors qu'aujourd'hui il s'agit plutôt de l'exaltation d'un martyr entraîné à tuer en se tuant. L'interrogation commune aux chrétiens, aux musulmans et aux juifs doit porter sur les rapports entre monothéisme et violence et sur le rôle du sacrifice¹¹. Elle doit porter aussi sur le fait que ces trois monothéismes ont une vocation d'exclusion : ou avec moi ou contre moi. Elle doit porter enfin sur le fait qu'ils sont trois sociétés patriarcales, que leur crise est aussi une crise de l'ordre patriarcal et que la crise de la politique qui les traverse est aussi une crise de la politique identitaire qui demande à s'ouvrir à l'Autre, à la différence... On reconnaît là la matrice des guerres civiles de religion, comme l'Europe les a connues, avant de définir un mode de vie contractuel. Qu'est-ce qui doit changer, y compris dans la géopolitique mondiale, pour qu'on en arrive aussi là au Moyen-Orient ?

Quelques premières conclusions

En dernière analyse, une accentuation de la cruauté de la lutte et de ses méthodes telle qu'elle conduit à l'attentat-suicide systématique ne naît pas seulement de conditions d'existence désespérées ; elle ne naît pas non plus seulement d'une barbarie plus grande de la répression : elle naît nécessairement aussi du désespoir généré par la perte de perspective, de toute perspective, de la sensation d'avoir été volé du dernier espoir de se conquérir un avenir¹².

En même temps la politique des attentats, tant maintenant que dans les années 70, n'a pas rapproché d'un centimètre la solution du problème palestinien. Elle a aussi été utilisée – et l'est probablement encore – par certains régimes arabes comme soupape de sûreté d'une lutte qu'eux-mêmes voyaient ou voient avec crainte. Les plus grandes avancées de la cause palestinienne sont venues de la lutte de masse des années 1975-76 dans les territoires occupés, de la première Intifada et des débuts de la deuxième. En même temps il est toujours nécessaire de rappeler que la source principale du problème est et reste l'occupation avec sa fille, la colonisation. Et ceci nous amène à la conclusion que, face à une chaîne de violences réciproques en Palestine, il n'y a aucune symétrie morale et politique entre l'extrémisme colonisateur israélien et l'extrémisme palestinien. Le premier devrait être contrôlé par l'Etat d'Israël et par la communauté internationale à laquelle Israël prétend appartenir ; le second devrait être en fait mis sous contrôle d'un Etat souverain palestinien avec les instruments coercitifs qui caractérisent de telles institutions. Au contraire, nous sommes témoins d'un processus inverse. Les colons israéliens dictent la politique israélienne et cette dernière est en train de détruire l'appareil palestinien qui aurait pu (comme anticipation d'un Etat) chercher à réduire le niveau de violence.

Aujourd'hui la seconde Intifada risque d'être un tragique point de non-retour, le début d'une autre catastrophe, cette fois pour les deux peuples. On assiste à un jeu de massacre qui s'inscrit pleinement dans le nouveau cadre de dérégulation absolue ouvert par le 11 septembre: la guerre est devenue le seul mode de déploiement de la politique ; aucune règle de droit ne peut prévaloir.

Tout cela nous contraint à nous interroger sur les raisons de cette situation, de cette défaite de la politique. Mais si le terrorisme est le signe de l'échec de la perspective politique, toute critique du terrorisme se doit aussi de rechercher les conditions d'une perspective

nouvelle de libération. L'enjeu, après l'échec du nationalisme, du communisme ou de l'islamisme, est la définition d'un nouveau projet d'émancipation des peuples et des individus ne séparant pas la fin et les moyens.

Bernard Ravenel

Notes :

1. *L'évolution des conflits internationaux montre que la distinction traditionnelle et radicale entre guerre et terrorisme tend de plus en plus à s'amenuiser soit parce que la multiplication des actes terroristes est telle qu'elle ressemble toujours plus à une espèce de «guérilla» (terme intermédiaire) soit, surtout, parce que les «sujets» habilités à l'honneur de l'attribution du terme de «guerre» pour leurs actions violentes se rapprochent de plus en plus des méthodes du terrorisme. Comme exemples significatifs déjà anciens (années 80) de réel aplatissement des deux termes (guerre et terrorisme), on peut prendre le raid israélien sur Tunis en 1984 ou le bombardement américain de Tripoli pour tuer Kadhafi (en 1986). Mais malgré cela, dans le jugement moral de l'opinion publique, le terme de guerre continue à conserver une sorte de noblesse tandis que le terrorisme continue à être évalué avec une mesure d'un autre type, celui des killers, des vulgaires assassins... Il faudrait s'interroger sur les origines de cette attitude qui s'inscrit dans une tradition de légitimation de la guerre (la «guerre juste») mais qui pourrait s'appliquer au terrorisme dans le cadre d'une éventuelle justification de la violence (justesse de la cause, recours préalable à la diplomatie, limitation de la violence...). En réalité, le général dans son bel uniforme et le terroriste dans son jeans et avec sa longue barbe doivent être évalués de la même façon par la morale commune, non pas pour réhabiliter l'un ou l'autre mais pour condamner l'un et l'autre...*

2. «Sharon et Shimon Pérez nous ont répété que l'offensive militaire était la conséquence des attentats terroristes mais c'est précisément le contraire qui est vrai, les attentats sont le résultat de l'escalade militaire menée par le gouvernement pendant les vingt mois d'Intifada», Ammon Raz, professeur d'histoire juive à l'université de Bersheeva.

3. Edgar Morin, «Actes de violence frappant indistinctement des populations civiles», Transversales, nouvelle série n°1, premier trimestre 2002.

4. «S'il y a une leçon à tirer de la guerre de libération algérienne, c'est que le terrorisme contre les civils dessert les luttes des opprimés et des exclus, désarme et désoriente les forces qui, en Europe et aux Etats-Unis, s'identifient à leur cause», Mohamed Harbi, Hommes et libertés, n°117, janvier-mars 2002.

5. Outre des textes récents, il faudrait citer l'appel rédigé juste après le 11 septembre et signé par un ensemble d'intellectuels palestiniens : Mahmoud Darwich, Izzat Ghazzawi, Hanna Nasser, Salim Tamari, Rima Hammame, Islah Jad, Jamil Hilal, Akram Haniyeh, Hanan Ashrawi... A noter l'importante proportion des femmes signataires. Le dernier appel en date, paru en juin 2002 dans le quotidien palestinien Al Qods, réunit quelque 200 signatures.

6. Nadine Picaudou, Le mouvement national palestinien. Genèse et structures, Préface de Maxime Rodinson, L'Harmattan, 1989, p. 115

7. id p. 141.

8. Le Monde du 13 juin 2002.

9. Nayef Hawatmeh, secrétaire général du Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP), est certainement, parmi les leaders historiques, celui qui a le mieux perçu les problèmes politiques spécifiques que devait affronter le mouvement national palestinien. Sur la question du fait israélien, sur la distinction nécessaire entre terrorisme et résistance armée contre les soldats israéliens et les colons dans les territoires occupés et sur la nature de l'Etat palestinien démocratique, Nayef Hawatmeh a été un précurseur.

10. Carla Pasquinelli, Il Manifesto du 10 mai 2002. L'auteur de cet article, consacré aux «Signes de la guerre dans le corps», se réfère à un livre qu'elle a elle-même présenté dans l'édition italienne de Christian Bromberger (anthropologue français), Potere senza stato (Pouvoir sans Etat), Editori Riuniti, 1986.

11. Ici la réflexion de René Girard, anthropologue et philosophe, nous aide à différencier le concept de martyr dans la religion chrétienne et dans l'islam. Pour la chrétienté «le martyr ne meurt pas pour se faire copier», alors que «dans l'islam on meurt pour se faire copier et manifester ainsi un projet de transformation politique du monde» (Le Monde, 6 novembre 2001). Reprenant sa thèse bien connue sur l'origine mimétique de la violence («sous l'étiquette de l'islam, on trouve une volonté de rallier et de mobiliser tout un tiers-monde de frustrés et de victimes dans leurs rapports de rivalité «mimétique» avec l'Occident»), René Girard s'interroge sur la place comparée de la violence dans le christianisme et dans l'islam. «Dans la tradition musulmane, le bélier sacrifié à Abel est le même que celui qui a été envoyé par Dieu à Abraham pour qu'il épargne son fils. Parce qu'Abel sacrifie des béliers, il ne tue pas son frère. Parce que Cain ne sacrifie pas d'animaux, il tue son frère. Autrement dit, l'animal sacrifié évite le meurtre du frère et du fils c'est-à-dire qu'il fournit un exutoire à la violence». Une question se pose alors aujourd'hui aux hommes du monde musulman traversé par une crise d'identité : quelle abdication de la fonction paternelle ouvre l'espace au sacrifice du fils ? Mais aussi des filles, puisque désormais des jeunes femmes, destinées dans l'ordre symbolique à donner et à protéger la vie, acceptent de la supprimer et de se la supprimer au nom d'un objectif politique - d'une «fin»- supérieur(e), au nom d'une conception sacrificielle du pacte social. Comment ne pas voir ici les germes prémonitoires d'une évolution tragique possible de l'humanité qui verrait un contrôle total de la vie par le pouvoir impérial combattu par l'utilisation de la vie comme dose quotidienne d'explosif, y compris par celles qui ont, plus que les hommes, la charge de la reproduction de l'espèce ? Tragique destin de la bio-politique...

12. cf Edgar Morin, «La fausse identité nationale», Le Monde, 3 mai 2002. «La (...) source tient à un mal-être, issu non seulement des carences de notre société, mais aussi de la dissolution de la croyance en un futur meilleur. Or quand il y a perte du futur et angoisse du présent, il y a non seulement repli sur l'immédiat, mais aussi corrélativement repli sur le passé. De son côté, la mondialisation techno-économique suscite en réaction la tendance mondiale aux replis identitaires».